

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 29/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SLIR**

11 rue des Petites Brosses  
69780 Mions

Références : UDR-SSDAS-23-45-EM  
Code AIOT : 0006110329

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement SLIR implanté 11 rue des Petites Brosses 69780 Mions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 28/03/2023 est réalisée dans le cadre de l'action régionale liée aux contrôles des produits chimiques. Cette action a pour objectif de contrôler les conditions de stockages et d'utilisation des produits chimiques et liquides sur certaines ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SLIR
- 11 rue des Petites Brosses 69780 Mions
- Code AIOT : 0006110329
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les domaines d'activité de la SLIR sont le nettoyage et le dégazage de cuves d'hydrocarbures ainsi que l'assainissement et la collecte de déchets. Elle assure notamment la maintenance des stations de distribution TOTAL implantées sur la partie Est du territoire national.

L'activité de la SLIR sur MIONS consiste à stocker temporairement :

- des mélanges d'eaux/ hydrocarbures issus du nettoyage des cuves du secteur pétrolier ;  
- des déchets de type terres/sables issus du curage des réseaux.  
Ces déchets, pompés par les opérateurs de la SLIR sur différents sites de distribution de carburants notamment, sont stockés temporairement sur le site de MIONS après transport par véhicules-citernes, regroupés, puis acheminés ensuite vers des centres de traitement ou de regroupement autorisés (SCORI à Givors, TREDI à Salaise-sur-Sanne, etc).  
Les activités de la SLIR sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 23/07/2014.  
La dernière visite d'inspection réalisée sur site s'est déroulée le 02/02/2017.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stockage de produits liquides dangereux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
1	Contrôle produits chimiques - Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2018, article 17	/	Sans objet
2	Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 71.2	/	Sans objet
3	Contrôle produits chimiques - rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
4	Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et VI	/	Sans objet
5	Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22-II et III	/	Sans objet
6	Contrôle produits chimiques - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection note que les produits liquides dangereux présents sur site sont essentiellement des hydrocarbures liés à son activité ICPE. Le stockage de ces liquides est réalisé au sein de cuves aériennes disposant de rétentions bétons dont les capacités sont suffisantes et l'entretien régulier. La gestion de ces produits et le stockage effectué ne présentent aucune non-conformité. Par mail du 29/03/2023 ,l'exploitant a transmis des éléments complémentaires à l'inspection réalisée (FDS, état des stocks, plan, BSD, analyse des eaux).

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Contrôle produits chimiques - Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Etiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Etiquetage
<b>Constats :</b> L'Inspection constate que les produits liquides dangereux sont stockés au sein de cuves. Les liquides stockés sont les différents gazoles et le liquide AD BLUE. Les pictogrammes correspondant aux dangers sont apposés à même les cuves de stockage. L'Inspection constate également que différents panneaux avertissant des dangers et indiquant les consignes à suivre sont apposés à proximité des espaces accueillant ces cuves.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2014, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Fiche de Données de Sécurité
<b>Constats :</b> L'exploitant montre à l'Inspection son registre informatique contenant l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux susceptibles d'être présents sur site. L'Inspection constate que le registre contient les FDS d'une vingtaine de produits, dont la plupart sont des hydrocarbures. L'Inspection consulte par sondage les FDS des produits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- SP 95 éthanol générique</li><li>- Gel hydroalcoolique</li></ul> Pour les deux produits consultés, l'exploitant dispose d'une FDS complète, à jour (date postérieure à 2022), en français et contenant les 16 rubriques demandées. L'exploitant dispose également, pour chaque produit, d'une version simplifiée de la FDS contenant les informations essentielles. Par mail du 29/03/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection les 2 FDS des produits consultés ainsi que la FDS d'un autre produit : <ul style="list-style-type: none"><li>- Super 95 E5</li></ul> Cette FDS est également écrite en français, mise à jour en 2022 et contient l'ensemble des informations demandées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Contrôle produits chimiques - rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - rétentions
<p><b>Constats :</b> L'Inspection constate que les produits chimiques liquides stockés sur site sont placés sur rétention de taille adaptées.</p> <p>L'exploitant ne stocke aucun produit liquide en bidon individuel. L'ensemble des produits liquides stockés sur site sont stockés au sein de cuves. Les rétentions sont réalisées en béton et les liquides sont récupérés par le réseau interne du site. Les liquides sont alors orientés vers le bassin de traitement traité par le séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>L'Inspection constate que les rétentions réalisées sont de tailles suffisantes en comparaison du volume de liquide stocké.</p> <p>L'exploitant indique, qu'au vu de son activité, le nettoyage de son séparateur d'hydrocarbure est réalisé régulièrement.</p> <p>Par mail du 29/03/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection les deux derniers bon de nettoyage de son séparateur d'hydrocarbure.</p> <p>Le 28/06/2022, l'exploitant a pompé puis fait évacué 0,1 tonnes de déchets d'hydrocarbures.</p> <p>Le 19/10/2022, l'exploitant a pompé puis fait évacué 0,1 tonnes de déchets d'hydrocarbures.</p> <p>Les déchets d'hydrocarbure sont évacués vers la société TREDI à Salaise-sur-Sanne (38).</p> <p>Par mail du 29/03/2023, l'exploitant a également transmis le dernier rapport de mesure concernant ses rejets aqueux.</p> <p>Le prélèvement a été réalisé le 31/01/2023 et analysé par la société WESSLING.</p> <p>Les résultats de cette analyse sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH : 7,6 (Valeurs Limites d'Emissions (VLE) : 5,5 – 8,5)</li> <li>- Température : 18,2 C° (VLE : inférieur à 30 C°)</li> <li>- Hydrocarbures : 0,25 mg/l (VLE : 10 mg/l)</li> <li>- DCO : 39 mg/l (VLE : 2000 mg/l)</li> <li>- DBO5 : 6 mg/l (VLE : 800 mg/l)</li> <li>- MES : 16 mg/l (VLE : 600 mg/l)</li> </ul> <p>L'exploitant respecte donc les articles 4.3.10 et 4.3.11 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 23/07/2014 imposant respectivement la réalisation d'une mesure annuelle de ses rejets et le respect des VLE</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II et VI
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Entretien des rétentions
<b>Constats :</b> L'Inspection note que les rétentions sont réalisées en cuvette mentionnées. Ces dernières sont propres et sont à même de tenir leur rôle. L'exploitant indique ne pas disposer de suivi particulier des rétentions. Ces dernières ne sont pas nettoyées à une fréquence précise. Il indique que les rétentions sont nettoyées régulièrement, dès constatation d'une accumulation de liquides. Une vanne de disconnexion du site permet d'isoler les eaux d'extinction et de couper l'alimentation au réseau d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22-II et III
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Incompatibilité des produits
<b>Constats :</b> L'Inspection constate que chaque cuve ne contient qu'un seul type de produits liquides. Aucun stockage en bidon individuel plastique n'est réalisé ce qui limite le stockage de produits incompatibles. Les différentes cuves de stockage sont annotées ce qui permet d'identifier clairement le liquide stocké. Ainsi, le mode de stockage réalisé permet d'éviter le mélange ou le stockage de produits incompatibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle produits chimiques - Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Etat des stocks
<p><b>Constats :</b> L'exploitant montre à l'Inspection l'état des stocks réalisé concernant les produits liquides dangereux, et plus généralement concernant l'ensemble des produits entrants et sortants sur site. Cet état des stocks est réalisé de manière numérique et est actualisé dès l'entrée / sortie d'un produit. Ainsi, l'exploitant peut connaître à un instant T la quantité et la typologie de produits liquides dangereux présent sur son site.</p> <p>Par mail du 29/03/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection l'état des stocks réalisé pour l'année 2023. Ce dernier contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date d'entrée</li> <li>- producteur (adresse, identité)</li> <li>- code déchets</li> <li>- numéro du BSD</li> <li>- Typologie du produit</li> <li>- date de sortie</li> <li>- destination</li> </ul> <p>Par mail du 29/03/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan de son installation. Ce plan permet de localiser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les différentes cuves contenant les produits liquides dangereux ;</li> <li>- la station service ;</li> <li>- le séparateur d'hydrocarbure ;</li> <li>- des différentes zones liées à l'exploitation (bureau, hangar de stockage, parking Véhicules Légers et Lourds, zone de manœuvre) ;</li> <li>- le sens de circulation des véhicules.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle produits chimiques - Consignes de sécurité
<p><b>Constats :</b> L'Inspection note la présence de plusieurs affiches décrivant les consignes de sécurité. Ces dernières sont affichées à proximité des cuves stockant les produits liquides dangereux. Elle note également que des pictogrammes sont présents à proximité de ces différentes cuves de stockage. Un affichage spécifique liée à la présence d'une zone ATEX est également réalisée. Enfin, l'Inspection note que, à l'intérieur du bureau, un panneau rassemble plusieurs affichages, pancartes et plans de l'installation liées aux consignes de sécurité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet